

COLLOQUE

20 octobre 2026

AMIENS

Sud global et reconfiguration
du droit international
économique :
quelle(s) réalité(s) ?

PROGRAMME

Comité scientifique :

L. Delabie, M. Boumghar, M. Albaret,
F. Couveinhes-Matsumoto, L. C. Lima,
M. Manet, S. Robert

Mardi 20 octobre 2026 (Matinée)

9h30 Accueil café

Session 1 - Perspectives Nord/Sud dans le droit international économique : continuités, recompositions et nouveaux rapports de puissance

Présidence : **Mélanie Albaret**, *professeure de science politique, Université Clermont Auvergne*, **Mouloud Boumghar**, *professeur de droit public, Université de Picardie Jules Verne*

Les rapports Nord/Sud au sein des enceintes informelles de coopération économique : regards sur le G7 et le G20

Raphaël Noiray, *Chef de la mission des sommets internationaux, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

Le multilatéralisme financier et les banques régionales de développement à l'épreuve de la fragmentation géoéconomique

Francisco Javier Urrea, *Représentant du Groupe BID au Costa Rica, Banque interaméricaine de développement*

L'évolution du cadre africain de l'investissement international : quelles incidences sur les rapports Nord/Sud et sur les relations intra-Sud

Ali Kairouani, *Professeur de droit international, Université Mohammed V de Rabat*

Enjeux juridiques, économiques et financiers de la gouvernance internationale des océans : révélateurs de l'existence et des recompositions des dynamiques Nord/Sud et Sud/Sud ?

Klaudija Cremers, *Responsable de recherche, Gouvernance internationale de l'Océan, IDDRI*

12h00 Déjeuner

Mardi 20 octobre 2026 (après-midi)

13h45

Session 2 - Principes et instruments du droit international économique : entre contestation, adaptation et appropriation

Présidence : Florian Couveinhes-Matsumoto, *maître de conférences HDR en droit public (ENS-PSL)*, **Lucie Delabie**, *professeure en droit public, Université de Picardie Jules Verne*

Réforme du droit international des investissements : enseignements des travaux CNUDCI/OCDE et enjeux pour les États du Sud global

Mathieu Raux, *Conseiller juridique et agent du gouvernement, Direction des affaires juridiques, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

Traitement spécial et différencié, non-discrimination et réforme de l'OMC : quelle prise en compte des besoins différenciés des économies ?

Marco Molina, *ancien Représentant permanent adjoint du Guatemala auprès de l'OMC, facilitateur des discussions sur la réforme du règlement des différends de l'OMC*

L'approche brésilienne des accords d'investissement : vers une gouvernance alternative des investissements internationaux ?

Fabio Morosini, *professeur de droit international, Federal University of Rio Grande do Sul, Brésil*

États du Sud global et droit international des investissements : diversification des stratégies et des modèles

Raymond Djolougou, *Docteur en droit, chercheur en droit international des investissements, Université Paris Cité / CEDAG, secrétaire général de l'Académie africaine de pratique du droit international*

Afrique, intégration régionale et ordre économique multilatéral : quelles recompositions du positionnement africain à l'aune des rapports Nord/Sud et Sud/Sud ?

Alioune Sall, *Professeur de droit public, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, vice-président de la Commission du droit international, membre de la Cour permanente d'arbitrage*

Discutants privilégiés :

Lucas Carlos Lima, *Professeur de droit international, Faculté de droit de l'Université fédérale du Minas Gerais, Brésil*

Diego Mejia-Lemos, *Distinguished Research Associate Professor of International Law, Xi'an Jiaotong University, Chine*

Mathilde Desurmont, *docteure en droit (thèse : L'immunité d'exécution de l'État : étude critique d'un outil de consolidation des inégalités et déséquilibres internationaux), enseignante contractuelle Université de Reims*

Mardi 20 octobre 2026 (après-midi)

15h45

Session 3 - Ressources naturelles, développement économique et environnement : accès, exploitation et redistribution

Présidence : Sabrina Robert, *Professeure en droit public, Université de Nantes*,
Laurence Dubin, *Professeure en droit public, Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne*

Économie bleue, carbone bleu et financements climatiques : valorisation des ressources du Sud ou reconfiguration des dépendances Nord/Sud ?

Leïla Choukroune, *professeure en droit international, University of Portsmouth*

Ressources génétiques, patrimoine naturel et partage des avantages : quels enjeux pour les États du Sud ?

Manon Lemaire, *Docteure en droit international de l'environnement, enseignante contractuelle Nantes université*

L'accord BBNJ à l'épreuve de sa mise en œuvre : co-construction, partage des avantages et prise en compte des besoins des États du Sud

Anca Leroy, *Ministère de la Transition Écologique - Direction des affaires internationales Juriste spécialisée en droit international public
Lead Negotiator de l'UE et des 27 États membres - volet RGM de l'accord BBNJ des Nations Unies sur l'Océan global*

Entre investissements, ressources naturelles et responsabilité des entreprises : évolutions de la pratique dans les secteurs minier et énergétique en Afrique

Stéphane Brabant, *avocat, MADA, spécialiste des projets miniers et énergétiques en Afrique et des questions Business and Human Rights*

Discutants privilégiés :

Martial Manet, *Assistant Professor in Public Law, Université Mohammed VI Polytechnique)*

Rosanne Craveia, *ATER, Doctorante en droit international public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sujet de thèse : Industries extractives et droits de l'homme (dir. Pr Evelyne Lagrange)*

Humberto Cantú Rivera, *professeur de droit, Université de Monterrey (Mexique)*